

<https://acdn.net/spip/spip.php?article29>



La Lettre d'ACDN

Armes nucléaires : Où va le monde ? Où va l'Europe ? Où va la France ? Où vont les socialistes ?

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -
Date de mise en ligne : mardi 29 août 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

La lettre ci-dessous date de février 2005. Elle est toujours d'actualité : 18 mois plus tard, la "question iranienne" n'est toujours pas résolue, et si l'administration Bush n'a pas encore utilisé "l'option militaire" contre l'Iran, celle-ci reste "sur la table". Israël pourrait être tenté de s'en saisir lui-même, malgré ses récents déboires militaires au Liban - voire à cause d'eux dans la mesure où ils renforcent son sentiment d'isolement international et le poussent à "agir seul". On peut donc redire qu'"une fois de plus, l'heure est grave".

Quant aux socialistes, ni leur université d'été qui vient de se tenir à La Rochelle, ni le projet électoral qu'ils ont adopté en juin dernier, ni les déclarations de leurs présidents n'ont apporté jusqu'à présent de réponses claires aux questions que nous posons.

Aujourd'hui, la prochaine échéance électorale ne porte plus sur l'adoption ou non d'un projet de constitution européenne "qui serait destinée non seulement à inscrire dans le bronze les principes du néolibéralisme, mais encore à refaire de l'Europe un vaste arsenal nucléaire au sein d'un monde encore plus truffé de sous-marins, d'avions et de missiles atomiques". Mais, de ce point de vue, l'élection présidentielle et les législatives qui la suivront en France en 2007 seront décisives. Si l'on parvient à éviter jusque là une "guerre préventive" contre l'Iran, motivée par son accès virtuel à l'arme nucléaire, on ne parviendra pas à empêcher durablement la prolifération sans s'engager enfin dans un processus de désarmement nucléaire et de fondation de la paix, au Moyen-Orient comme ailleurs, sur d'autres bases que la terreur d'Etat, le terrorisme qui lui répond, la guerre et les massacres de populations. C'est ce qu'exigent le droit international (article VI du TNP, avis de la Cour Internationale de Justice du 8 juillet 1996) et le simple bon sens.

Où va la France ? Où va l'Europe ? Où va le monde ? Vers le désarmement, ou vers la catastrophe ? Qu'on se le dise une bonne fois : il n'y a pas de "troisième voie". Qu'attendent les élites qui nous gouvernent (et les écologistes plus soucieux du sort des ours pyrénéens que de celui des humains) pour s'en rendre compte ? Que la catastrophe se produise ?

Ces questions, ACDN les repose donc à travers le QUESTIONNAIRE CITOYEN qu'elle adresse, non seulement aux socialistes (500 d'entre eux, dont leur secrétaire national et nombre de leurs responsables, en ont été saisis à La Rochelle) mais aussi à l'ensemble du personnel politique français. On a déjà perdu beaucoup de temps pour écarter l'épée de Damoclès, il n'est plus temps d'en perdre davantage. 2007 sera une année cruciale pour le monde.

Dans les campagnes électorales qui s'annoncent, le désarmement nucléaire doit devenir une question incontournable. C'est au peuple français, jamais consulté à ce jour, de faire savoir s'il accepte ou non de se rendre co-responsable de crimes contre l'humanité, que ceux-ci soient commis par ses propres dirigeants ou par d'autres.

Une fois de plus, l'heure est grave. Au sommet de Bruxelles, le président Bush vient de déclarer "ridiculous" les spéculations de ceux qui craignent une "attaque préventive" de l'armée américaine contre les installations nucléaires de l'Iran. Ridicule, donc, l'affirmation de l'ancien marine Scott Ritter, devenu inspecteur en armement de l'UNSCOM, déclarant à Washington le 18 février, lors d'une réunion publique et en présence de journalistes, que "George W.

Bush has "signed off" on plans to bomb Iran in June 2005" .

Ridicule également, ce "point de vue" de Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine et membre de la commission de la défense de l'Assemblée Nationale, paru dans *Le Monde* du 21 février : "Chacun ressent bien qu'une logique est enclenchée concernant la question du nucléaire iranien. Celle-ci peut entraîner la communauté internationale dans une nouvelle et dangereuse impasse.

"La question peut paraître simple : le traité de non-prolifération interdit à l'Iran de se doter des outils nécessaires à la construction d'une arme atomique ; il y a de très fortes raisons de penser que ce pays travaille en secret à sa construction ; l'Agence internationale de contrôle a les pires difficultés à vérifier tout cela ; le président George W. Bush commence à avancer des menaces guerrières ; les Européens tentent de négocier et, devant les ambiguïtés iraniennes, risquent d'amener le dossier devant le Conseil de sécurité ; celui-ci ne pourra que condamner l'Iran, et donc donner la légitimité onusienne à une Amérique qui envisage des frappes de destruction avec, cette fois, l'approbation ou, au moins, la neutralité de la communauté internationale. "Certains conseillers influents de George W. Bush rêvent d'instrumentaliser ainsi l'Union européenne dans la perspective d'une action militaire visant à renverser le régime au profit des moudjahidins, eux-mêmes classés comme terroristes par l'Union européenne."

Mais à peine a-t-il tourné ces craintes en dérision que le président Bush s'empresse d'ajouter : "toutes les options restent sur la table". Toutes. Donc aussi "l'option militaire". Donc pas si ridicules que ça, ces craintes. Hélas, on ne saurait en dire autant de la solution que M. Boucheron croit avoir trouvée pour y parer et aboutir à cette conclusion : "La spirale iranienne n'est pas encore définitivement enclenchée. Le pire n'est pas encore inéluctable, mais l'Iran et la communauté internationale auront de part et d'autre d'importantes concessions à faire pour entrer enfin dans un cercle vertueux." Car que propose-t-il en guise de "concessions" ? De la part de l'Iran : "ce pays doit impérativement reconnaître l'existence d'Israël et son droit à vivre en paix. Les slogans antijuifs des grands rassemblements de Téhéran sont certainement plus destinés à galvaniser les foules que représentatifs d'un projet politique. Mais les autorités iraniennes doivent démontrer que ces discours appartiennent à une rhétorique passée. C'est une condition absolue pour atteindre le statut d'interlocuteur respecté, auquel l'Iran aspire et qu'il mérite." Et de la part de la "communauté internationale" ? Tout simplement d'accepter qu'il accède au statut de puissance nucléaire. C'est l'autre condition pour devenir "un interlocuteur respecté" : il y aspire, il le mérite ; puisqu'on ne peut l'en empêcher, il faut le lui concéder.

Et M. Boucheron de trouver une vertu pacifiante à la bombe, quitte à énoncer une monumentale contre-vérité historique : "Depuis qu'Israël dispose de l'arme atomique, ce pays n'a plus jamais fait l'objet d'attaques d'Etats voisins. La paix entre Israël et l'Egypte, puis entre Israël et la Jordanie a été la conséquence logique de cette non-guerre imposée par la présence de l'arme nucléaire..." M. le député membre de la Commission de la défense ignorerait-il qu'en 1968, Israël avait déjà la bombe, et que les Américains le savaient - et certainement aussi les Soviétiques ? Dans ce cas, on ne peut que lui conseiller de lire par exemple *Les deux bombes*, de Pierre Péan. Et peut-on croire sérieusement que l'Egypte et la Syrie l'ignoraient quand elles ont attaqué Israël en octobre 1973 ? Ces pays auraient-ils pris pour argent comptant les dénégations d'Israël ? Ou bien se sont-ils dit qu'Israël n'oserait pas utiliser la dizaine de bombes atomiques qui lui étaient alors attribuées ? En tout cas une chose est sûre : ces bombes n'ont pas empêché la guerre de Yom Kippour, et quand M. Boucheron ajoute : "A l'instar de la situation en Europe de l'Ouest pendant la seconde moitié du XXe siècle, l'arme nucléaire s'est révélée être un outil purement défensif, inutilisable pour l'agression, imposant ainsi l'état de non-guerre à la zone concernée", il a pratiquement tout faux.

Il faut une singulière cécité historique pour attribuer à la course aux armes nucléaires une vertu stabilisatrice. C'est elle qui a placé le monde au bord du gouffre en octobre 1962, lors de la crise des missiles de Cuba. C'est elle qui a provoqué la " guerre du Golfe" en 1991, puisque le premier objectif de cette guerre fut, selon son principal instigateur qui s'appelait déjà George Bush (Senior), d'empêcher l'Irak d'accéder aux "armes de destruction massive" (discours à la nation américaine du 16 janvier 1991). C'est encore elle qui a servi de prétexte à la dernière guerre contre l'Irak. C'est elle qui risque de motiver demain une offensive contre l'Iran. Après-demain peut-être contre la Corée du Nord.

Armes nucléaires : Où va le monde ? Où va l'Europe ? Où va la France ? Où vont les socialistes ?

Et contre qui ensuite ? Car la prolifération ne s'arrêtera pas à l'Iran, M. Boucheron l'admet implicitement lorsqu'il écrit :

"Bien évidemment, cette crise a des effets collatéraux et met encore une fois en évidence l'obsolescence du traité de non-prolifération, puisque, sur les quatre puissances nucléaires de la zone, trois d'entre elles, l'Inde, le Pakistan et Israël, se sont dotées de l'arme nucléaire malgré le traité. Il est malsain de maintenir longuement une règle juridique éloignée du monde réel et surtout d'appliquer ces principes avec une fermeté variable selon la nationalité de celui qui enfreint les règles."

Pour la commodité de sa démonstration, M. Boucheron néglige de préciser que les trois puissances qu'il cite comme étant devenues nucléaires "malgré le traité" n'en font justement pas partie, et n'étaient donc pas tenues de respecter l'interdit de l'arme nucléaire, alors que l'Iran, lui, y est tenu. Foin de ce détail ! Puisque le TNP a fait la preuve de sa faillite en l'état, aménageons-le : définissons une "prolifération bien tempérée", autorisée pour certains Etats, interdite pour d'autres. "Il faut aboutir à une nouvelle définition de la prolifération et ne pas mélanger des situations différentes : celle d'un grand pays qui se dote de l'arme nucléaire, celle des trafics de matériels et de technologies sensibles au profit de groupes douteux et surtout celle des trafics de matière fissile, matériau nécessaire aux redoutables armes radiologiques à la portée technologique de simples groupes terroristes. Il faut adapter le traité de non-prolifération à ce qui menace réellement la paix du monde d'aujourd'hui et surtout de demain."

En somme, la tâche de la VIIe conférence de révision du TNP qui va se tenir à New York en mai prochain devrait être de dresser la liste des "grands pays" qui auront droit à l'arme atomique, en échange de quoi on les priera de ne pas fournir de matériaux fissiles à M. Ben Laden. On compte sur M. Boucheron pour communiquer sa liste à la délégation française. L'Egypte en fera-t-elle partie ? Le Bangla Desh ? Le Brésil ? L'Algérie ?

...Et la Corée du Nord, qui n'a pas attendu cette permission pour quitter le giron du TNP (après avoir bien profité de ses facilités pour se procurer l'arme), comment M. Boucheron compte-t-il lui faire rendre gorge ? Si la possession de l'arme nucléaire est la marque d'un "statut", n'est-elle pas devenue du même coup "un grand pays" ? "A vrai dire, écrit encore M. Boucheron, qui pourrait reprocher aux Iraniens une telle stratégie ? Avec un tel environnement, si les Américains ou les Français étaient iraniens, ils fabriqueraient évidemment la bombe." A vrai dire, qui pourrait reprocher aux Coréens du Nord cette même stratégie ? Et à dire vrai, chacun des 44 pays aux capacités nucléaires reconnues pourra en dire autant. Car quel pays pourrait ne pas se sentir menacé un jour ou l'autre par son voisin... ou par le "gendarme du monde", alias George W. Bush ? Même la nature de son régime politique ne saurait faire obstacle à cette revendication, puisque M. Boucheron écrit à propos de l'Iran : "la nature du régime n'est pas en cause, la "démocratie iranienne" n'ayant pas de leçon à recevoir de la "démocratie chinoise", la condition porte donc seulement sur la démonstration d'une volonté de paix." Dites que vous voulez la paix, et vous aurez la bombe. Bref, ce qui vaut pour l'Iran vaut pour tout le monde. Et le monde ne vaudra pas cher quand tout le monde aura sa bombe.

Rapprochons maintenant ce " point de vue" de la déclaration d'un autre socialiste, M. Strauss-Kahn, lors du débat sur la Constitution européenne organisé par France 2 le 17 février : selon lui, la défense européenne sera dans l'avenir une défense basée sur la dissuasion nucléaire. Cette fois, ce sont les 25 Etats membres de l'Union européenne qui se voient proposer l'arme atomique ! Française de préférence, sans doute, car la force de frappe n'ayant jamais servi à rien, ce serait bien de lui trouver enfin un emploi justifiant tous les choix politiques et les sacrifices financiers qu'elle a impliqués. Ou anglo-française, ou franco-anglo-américaine. Mais atomique, cette arme, c'est l'essentiel. Une Europe globalement nucléaire dans un monde globalement nucléaire, voilà la "globalisation" que les socialistes nous proposent.

Les socialistes ? Tous les socialistes ? Pas si sûr. Philippe Marchand (ancien ministre de l'Intérieur de François Mitterrand), Maxime Bono (député-maire de La Rochelle) et plusieurs autres députés socialistes ont signé *l'Appel à référendum* lancé par ACDN *pour un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé.*

Armes nucléaires : Où va le monde ? Où va l'Europe ? Où va la France ? Où vont les socialistes ?

Ségolène Royal a signé *l'Appel à libérer la planète de toutes les armes de destruction massive*. Ségolène Royal, en tant que présidente du conseil régional Poitou-Charentes, Maxime Bono, Jacques Saintrot (maire de Poitiers) ont invité M. Tadatoshi Akiba, maire d'Hiroshima et président des "Maires pour la Paix", à venir en Poitou-Charentes, de même que Bernadette Schmitt ("divers droite", maire de Saintes) pour expliquer l'action des Maires pour la Paix en faveur du désarmement nucléaire.

Les Maires pour la Paix, le réseau mondial "Abolition 2000", et une foule d'Etats non-nucléaires seraient certainement d'accord avec ce constat de M. Boucheron : "Il est malsain de maintenir longuement une règle juridique éloignée du monde réel et surtout d'appliquer ces principes avec une fermeté variable selon la nationalité de celui qui enfreint les règles." C'est pourquoi ils exigent que les cinq Etats nucléaires parties au TNP -Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine- tiennent enfin l'engagement "sans équivoque" qu'ils ont pris en mai 2000 d'éliminer la totalité de leurs arsenaux nucléaires (article 6 du TNP).

La solution du problème iranien est là : ce n'est ni une troisième "guerre préventive" (après les guerres d'Irak de 1991 et de 2003) conduite par les Américains (ou les Israéliens), ni un permis de prolifération, c'est tout simplement l'application de l'engagement des Etats nucléaires. L'ouverture, dès 2005, de négociations en vue d'éliminer la totalité des armes nucléaires d'ici à 2020, selon un calendrier défini collectivement et sous un contrôle international strict et efficace. Désarmement auquel seront conviés bien entendu les Etats nucléaires officiels ou potentiels.

La clef de ce désarmement se situe en France : c'est la France qui peut en prendre l'initiative, contrairement aux USA où le lobby militaro-industriel fait la pluie et le beau temps (en tout cas aussi longtemps que l'équipe Bush y sera au pouvoir...), à la Russie et à la Chine (qui ne font que réagir à la posture américaine) et à la Grande-Bretagne (trop liée aux USA). Malheureusement, en France même, on ne peut pas compter sur Jacques Chirac pour prendre une telle initiative -à moins qu'une mutation du "paysage politique" intérieur ne le décide à changer de position et à prendre la tête du mouvement pour le désarmement nucléaire, ce qui serait une suite logique au discours qu'il tint à Johannesburg en 2002 sur le sauvetage de la planète. Mais on aimerait savoir ce que pensent et veulent les socialistes, dirigeants et militants. Et le savoir vite. Parce que, tout de même, on ne va pas voter pour une constitution européenne qui serait destinée non seulement à inscrire dans le bronze les principes du néolibéralisme, mais encore à refaire de l'Europe un vaste arsenal nucléaire au sein d'un monde encore plus truffé de sous-marins, d'avions et de missiles atomiques.

Où va le monde ? Où va l'Europe ? Où va la France ? Où vont les socialistes ?

Jean-Marie Matagne, le 28 février 2005

Réédition le 29 août 2006
